

CHIRAC AGGRAVE LA CRISE

Le Président de la République vient d'annoncer vendredi soir 31 mars, sa décision de promulguer immédiatement la loi dite «pour l'égalité des chances» et donc le Contrat première embauche (CPE).

Alors que des millions de jeunes et de salariés ont manifesté mardi 28 mars dans toute la France leur rejet du CPE et de la précarité pour toutes et tous,

- alors qu'une grande majorité de l'opinion publique partage ce rejet et témoigne
- son soutien aux mobilisations ;
- que les manifestations de lycéens et d'étudiants se poursuivent partout ;
- qu'une nouvelle journée de grèves et de manifestations est prévue le 4 avril prochain à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales de salarié-es ainsi que des lycéens et des étudiants ;



le Président de la République, en restant sourd au message qui lui est adressé et en passant en force pour imposer le CPE, prend le risque insensé d'une nouvelle et croissante confrontation avec la jeunesse et les salarié-es.

Dans ces conditions, les propositions du Président de la République de réduire la période d'essai de 2 à 1 an et que le licenciement soit expliqué, sonnent comme une provocation redoublée après que D. de Villepin n'ait cessé lui-même de jouer cyniquement de ces fausses ouvertures pour mieux claquer la porte à toute éventualité de remise en cause de son projet.

Le Président avait une voie simple et claire à emprunter : annoncer le retrait du CPE et ouvrir une véritable négociation avec tous les acteurs sociaux, jeunes et salarié-es. Il ne l'a pas fait, **le problème reste entier.**

En faisant ce choix, le Chef de l'État provoque une immense colère et prend le risque d'aggraver dangereusement la crise.

Mais en cherchant à écraser les aspirations majoritaires, il confirme les jeunes et les salariés dans leur détermination à aller jusqu'au terme de leur lutte : le retrait du CPE.

Les communistes sont de plein pied dans ce combat et ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour contribuer à sa victoire.

Tous ensemble, lycéens, étudiants, salariés, précaires ou chômeurs, retraités, du public et du privé, français et immigrés, faisons des grèves et des manifestations de mardi prochain 4 avril, l'exceptionnelle mobilisation qui fera céder le pouvoir.

**UN SEUL MOT D'ORDRE :
RETRAIT - RETRAIT - RETRAIT DU CPE**